

**Discours de Michel Barnier : "Retisser le drapeau européen"**  
**Grandes conférences catholiques – Bruxelles, 5 novembre 2018**

*[Nous publions ici la version écrite complète du discours prononcé par Michel Barnier lors des grandes conférences catholiques le lundi 5 novembre 2018 à Bruxelles.]*

Merci, Monsieur le Président, cher Herman Van Rompuy,

Merci aussi aux organisateurs des grandes conférences catholiques et à leur président Emmanuel Cornu de me donner cette occasion de m'exprimer à titre personnel.

Je le ferai sans engager l'institution à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir et où je suis revenu il y a deux ans grâce à la confiance personnelle de Jean-Claude Juncker.

**Je voudrais commencer par vous lire une lettre.**

*"Cher Monsieur,*

*Je suis un conducteur de camions à la retraite. J'ai 69 ans. Je suis un citoyen de l'Union européenne.*

*J'ai conduit à travers l'Europe et livré des marchandises depuis 1973 et jusqu'à ma retraite il y a trois ans.*

*Le pays dans lequel je vis négocie pour quitter l'Union européenne.*

*Je ne suis pas universitaire et je ne comprends pas complètement les articles du Traité de Lisbonne.*

*Mais dites-moi ce que je peux faire pour profiter des dernières années de ma vie comme un citoyen de l'Union européenne.*

*C'était la vision de mes pères et celle de ma propre génération.*

*Si nous montrions aux millions de victimes militaires et civiles de 14-18 et 39-45, sur le continent européen et au-delà, des images du Parlement européen aujourd'hui, ne seraient-*

*ils pas bouleversés par le fait qu'une coopération digne entre nos nations soit advenue du temps de leurs enfants ?"*

Ce ne sont que quelques extraits de la lettre d'un citoyen britannique, Bernard, choisis parmi les centaines de lettres que le Président Juncker et moi-même recevons.

- **J'aurais pu aussi choisir la lettre d'une autre Britannique**, Fiona, qui nous demande de penser à son fils de douze ans, qui voudrait avoir la possibilité d'étudier et peut-être de travailler un jour dans un pays de l'Union européenne.
- **Ou encore une de ces nombreuses lettres de citoyens italiens, polonais ou suédois** qui nous disent leurs regrets, leur peine à voir s'éloigner un grand pays ami, qui fait partie de notre famille européenne.

Toutes ces lettres disent **l'inquiétude de tant d'hommes et de femmes, face à la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne**, et aussi parfois leur inquiétude sur le projet européen lui-même.

Elles montrent que **le Brexit ne se réduit pas à des chiffres et à des articles de traités**, mais qu'il concerne des droits personnels et des situations humaines.

**Le Royaume-Uni ne quitte pas seulement les institutions européennes.**

- **Il a choisi de quitter une Union fondée sur des valeurs fondamentales**, un ensemble de droits sociaux et environnementaux, de règles de protection des consommateurs.
- **Il a choisi de sortir de notre écosystème économique**, fondé sur des normes communes, des certifications communes, une supervision commune et une juridiction commune. C'est le marché unique.
- **Il a choisi de quitter le ciel unique européen**, qui organise toutes les activités aériennes sur notre continent.
- **Et il a choisi de sortir, mécaniquement, de 750 accords internationaux** que nous avons négociés ensemble, en tant qu'Union, notamment pour permettre à nos entreprises de commercer plus facilement avec le Canada ou la Corée, et à nos avions d'atterrir à New York ou à Los Angeles.

- **En résumé, le Royaume-Uni a choisi de sortir de tout ce que nous avons construit ensemble depuis 60 ans, et avec lui pendant 44 ans**, cette construction européenne qui a sans doute beaucoup de défauts mais qui est bien davantage qu'un simple supermarché.

**Je regrette profondément ce choix.**

Et **je repense à mon tout premier vote**, en 1972, à l'occasion du référendum organisé en France sur l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège à la CEE.

A l'époque, bien que militant du parti gaulliste, j'avais voté pour l'adhésion du Royaume-Uni, parce que je pensais que nous serions plus forts ensemble. Et je n'ai pas changé d'avis.

Cela dit, **nous devons respecter le choix souverain du peuple britannique**, et nous devons désormais mettre en œuvre cette décision. Non pas contre le Royaume-Uni. Mais avec le Royaume-Uni.

C'est ce que nous faisons avec mon équipe, au sein de la Commission européenne et en lien très étroit avec le Conseil et le Parlement européen qui aura le dernier mot sur l'accord de retrait.

Le 29 mars 2019, dans moins de cinq mois, le Royaume-Uni quittera donc l'Union européenne.

**Notre objectif est d'abord de faire en sorte que le retrait britannique ait lieu ce jour-là de manière ordonnée.** Et c'est la condition pour engager au printemps prochain une deuxième négociation, en confiance, pour construire notre relation future.

Car un retrait désordonné, un **"no deal"**, serait un **saut dans l'inconnu** pour 3,2 millions de citoyens européens qui ont choisi de vivre au Royaume-Uni et pour 1,2 million de Britanniques qui vivent dans un autre Etat membre de l'UE.

Même si nous faisons tout pour être préparés à ce scénario le moment venu, ce serait un saut dans l'inconnu pour de très nombreuses entreprises qui sont actives des deux côtés de

la Manche, et pour toutes les associations et les collectivités qui sont engagées dans des partenariats et portent des projets financés par le budget européen.

Voilà pourquoi nous avons insisté, dès le début de cette négociation, pour **recréer, dans ce premier traité, de la certitude juridique là où le Brexit crée de l'incertitude** :

- En assurant aux **citoyens européens** qui sont arrivés au Royaume-Uni et aux Britanniques arrivés dans l'UE avant le 31 décembre 2020 qu'ils pourront continuer à vivre leur vie comme avant.
- En garantissant que tous les **engagements financiers** pris à 28 seront honorés à 28.
- En prévoyant que le Royaume-Uni gardera tous les droits et obligations d'un Etat membre pendant une **période de transition**, jusqu'à la fin 2020, même si, en tant que pays tiers, il ne participera plus à la prise de décision politique.

Si nous tenons compte des progrès accomplis ces derniers mois, **une grande partie du texte de l'accord de retrait est aujourd'hui agréé.**

Mais, comme dans toute négociation, certains sujets difficiles restent pour la fin. Nous y sommes précisément.

En particulier, des deux côtés, **nous nous fixés comme objectif que le Brexit ne remette pas en cause la paix et la stabilité entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.**

Et dans le même temps, **nous devons préserver l'intégrité du marché intérieur**, protéger en Irlande comme partout les consommateurs et les entreprises.

Le Royaume-Uni, en quittant le marché intérieur et l'union douanière, a décidé d'être un territoire douanier distinct de l'Union européenne.

Or, **entre deux territoires douaniers, il y a nécessairement des contrôles douaniers**, qui garantissent l'intégrité de notre marché et sont source de revenus fiscaux, **et des contrôles réglementaires** pour protéger nos consommateurs et nos opérateurs économiques.

**Nous devons donc trouver les moyens de réaliser ces contrôles sans remettre de frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.** Et nous avons fait des propositions précises en

ce sens. Des propositions exceptionnelles, notamment celle d'appliquer le Code douanier de l'Union à l'Irlande du Nord, parce que la situation est unique.

**Finaliser ce traité, ne négliger aucun détail, apporter des assurances à tous ceux qui en ont besoin,** voilà notre objectif pour les semaines qui viennent.

Et je veux redire que **les conséquences du Brexit sont innombrables**, sur le plan social et humain, sur le plan économique et financier, évidemment sur le plan juridique et technique.

Je l'ai vu sur le port de Zeebrugge, où des milliers de voitures fabriquées à Valenciennes sont exportées sans délai vers Glasgow ou Liverpool.

Mais je peux citer aussi l'exemple des 3 000 indications géographiques qui protègent, partout en Europe, des produits agricoles de qualité. Pas seulement le whisky écossais mais aussi le saucisson d'Ardennes ou le houblon de Poperinge. Ce sont des droits de propriété existants dont nous devons assurer définitivement la protection, en particulier à l'égard des futurs accords commerciaux que signerait le Royaume-Uni avec d'autres pays dans le monde.

Tout cela ne peut pas et ne doit pas nous empêcher d'inscrire cette négociation dans un cadre plus large, dans une vision stratégique sur l'avenir et l'intérêt de notre continent.

Ce n'est certainement pas en affaiblissant l'Europe et le marché unique que l'on pourra construire un partenariat solide avec le Royaume-Uni.

Quand on imagine l'avenir de notre continent européen, **il y a évidemment une place singulière pour ce grand pays qu'est le Royaume-Uni et qui restera en toutes hypothèses notre voisin, notre partenaire, notre allié.**

\*

\* \*

## I – ÉCOUTER

Dans les lettres que nous recevons, il y a le désarroi des Européens face au départ du Royaume-Uni.

**Mais il y a aussi une interpellation qui va bien au-delà du Brexit.**

Je lis de la lassitude, de la peur, un sentiment d'injustice parfois, d'espoir perdu.

Cette interpellation, je l'entends aussi lorsque je me rends, chaque semaine, dans un ou deux pays européens pour écouter, expliquer et bâtir jour après jour l'unité des 27 Etats membres dans cette négociation.

Depuis deux ans, j'ai rencontré des milliers de personnes.

**Parmi ces hommes et ces femmes, beaucoup m'ont dit leur inquiétude, leur colère ou leur désespoir.**

Dans mon propre pays, et dans des régions du Nord de la France qui ne sont pas si lointaines d'ici, nous savons que le vote pour Mme Le Pen, le vote anti-européen, est souvent lié à la courbe du chômage, mais aussi à deux autres courbes : celle qui indique la distance de votre domicile à une gare et celle qui traduit la distance de votre domicile à un médecin.

A ce sentiment d'abandon, de ne plus être concernés par le progrès, s'ajoutent d'autres sentiments et d'autres colères que nous devons écouter et comprendre.

- **Nous devons écouter et comprendre le désespoir de ces agriculteurs** face à la concurrence des industries agro-alimentaires qu'on a laissé se concentrer, face aux méthodes de la grande distribution, face à ces semaines de sept jours de travail, dont ils ne tirent souvent pas un revenu suffisant pour faire vivre leur famille.
- **L'inquiétude de ces ouvriers de l'industrie automobile**, à qui l'on explique que la robotisation de leur usine obligera la moitié d'entre eux à se reconverter dans la programmation ou l'entretien de machines et l'autre moitié à chercher du travail ailleurs.
- **Nous devons écouter et comprendre** tant de familles qui ont été confrontées à la violence et à la barbarie terroriste et qui s'interrogent sur la capacité de l'Europe à

les protéger. Et parmi tous ces attentats, nous n'oublions pas la tragédie de Bruxelles et à l'aéroport, le 22 mars 2016.

- **Nous devons écouter et comprendre l'envie de quitter l'Europe de ces jeunes chercheurs qui se disent que leur avenir et l'économie de demain se construisent en Californie**, là où leur créativité et leur compétence seront valorisées par les GAFA, de nouvelles start-ups ou des *business angels*.
- **Et aussi la crainte d'autres encore de voir la Chine devenir le laboratoire d'une nouvelle société numérique**, où les exigences d'efficacité économique et de contrôle social prennent parfois le dessus sur la démocratie et les droits fondamentaux.
- **Nous devons écouter et comprendre la perte de repères de beaucoup de personnes plus âgées qui trouvent que l'Europe s'est ouverte à tous les vents** et que leur pays perd son identité et ses valeurs, sentiment qui rejoint parfois celui de jeunes en quête d'identité.
- **Nous devons écouter et comprendre la détresse des victimes des risques et catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses**, qui se sentent parfois abandonnées face aux effets de plus en plus visibles du changement climatique. Victimes aussi des conséquences sur la santé de la pollution et de la dégradation de notre environnement.
- **Nous devons écouter et comprendre enfin la colère de ces citoyens italiens ou grecs**, qui ont attendu en vain la solidarité européenne au moment où de très nombreux migrants venaient s'installer en marge ou au cœur de leurs villes, dans des conditions précaires. Et de ceux qui considèrent que, sans maîtrise des frontières européennes, il faudrait remettre des frontières nationales.

**Toutes ces situations de souffrance, qui montrent que nous sommes à un moment grave pour l'Europe, c'est notre responsabilité d'y apporter des réponses**, au niveau local, régional et national mais aussi au niveau européen.

**Si nous n'y parvenons pas dans les quelques années qui viennent, alors nous laisserons le champ libre à tous les populismes** qui vivent de cette souffrance en avançant leurs solutions simplistes et en dressant les gens les uns contre les autres.

Mais pour agir, il faut comprendre.

Nous avons un devoir de lucidité, le devoir de nous demander : **qu'avons-nous raté ?** Où avons-nous échoué ?

Mais nous avons aussi le devoir de défendre ce à quoi nous croyons en tant que responsables politiques, en tant que citoyens. **Ne pas avoir l'Europe honteuse.** Expliquer la réalité du monde. Et face à cette réalité du monde, expliquer pourquoi nous avons eu raison, pourquoi nous avons toujours raison d'être **solidaires plutôt que solitaires.**

\*

\* \*

## II – COMPRENDRE

Ce que nous montre ce désarroi, c'est qu'il y a eu ces **10 ou 20 dernières années, avant même le Brexit, plusieurs déchirures dans le drapeau européen.**

**Et la première de ces déchirures résulte du sentiment de beaucoup d'Européens que l'Europe ne les protège pas.**

C'est ce sentiment d'une Europe qui bénéficierait à une élite éduquée, connectée et mobile, et qui laisse les autres à l'extérieur de la maison commune.

C'est ce sentiment d'une Europe qui a été trop longtemps perméable aux doctrines ultralibérales,

- quitte à mener une politique commerciale parfois naïve, en ouvrant tous nos marchés sans réciprocité ;
- quitte à refuser toute politique industrielle au nom de la seule politique de la concurrence ;
- quitte à devenir le cheval de Troie de la dérégulation des marchés financiers, qui a conduit à la plus grave crise financière que nous ayons connue en une génération. Un certain nombre d'acteurs financiers et de banquiers se sont crus jusqu'en 2008 tout permis parce qu'on leur avait tout permis.



**Cette crise financière a précisément été à l'origine de nouvelles déchirures.**

Elle s'est transformée en **crise économique**, qui a mené au **retour du protectionnisme** :

- Un peu partout dans notre Union, **les superviseurs nationaux ont alors incité les banques à se recentrer sur leur marché national**, en arrêtant de prêter aux entreprises des pays voisins, et notamment à leur PME.
- Un peu partout dans notre Union, **les gouvernements ont aussi encouragé les consommateurs à acheter des produits nationaux** plutôt qu'Européens.

Et cette crise économique a elle-même muée vers une **crise sociale**.

- Alors que la construction européenne s'était toujours accompagnée d'une convergence des niveaux de vie, la crise a conduit au **retour des divergences** entre les Etats membres et à l'augmentation des inégalités à l'intérieur même de chaque pays.
- Ces fractures ont été encore plus marquées dans les pays **touchés de plein fouet par l'austérité**, notamment la Grèce, dont les habitants ont consenti à des sacrifices difficilement imaginables ailleurs en Europe.

Et, en 2015, ce sont ces pays-là, où la crise financière a provoqué le plus de dégâts et a demandé le plus d'efforts, qui ont été les premiers affectés par la crise migratoire. Une crise qui a montré les **limites de la solidarité européenne** envers les pays d'arrivée des migrants, notamment la Grèce, l'Italie et Malte.

**A cet enchaînement de crises se sont ajoutés d'autres bouleversements.**

**Ainsi, le changement climatique.** Nous savons tous que les ressources naturelles ne sont ni gratuites ni inépuisables, et qu'il faudra de gré ou de force changer nos modes de vie pour tenter de limiter la dette écologique que nous laissons à nos enfants.

*"Nous n'héritons pas la terre de nos ancêtres. Nous l'empruntons à nos enfants "* comme le dit un proverbe Massaï.

**Ainsi les bouleversements géopolitiques.** Avec la remise en cause du multilatéralisme par le président Trump, l'affirmation de la Chine, les interférences étrangères dans nos élections démocratiques, beaucoup d'Européens sont en perte de repères.

Le monde est devenu plus instable, plus dangereux, plus fragile. Ce monde est davantage basé sur la force que sur le droit.

**Enfin, les bouleversements technologiques.**

Pour la première fois de l'histoire, **l'Europe n'est pas au centre de la révolution technologique.** Elle perd même du terrain.

Et les Européens savent aussi depuis longtemps que **le progrès technique n'est pas toujours synonyme de progrès humain.**

En 1941, **Stefan Zweig** en exil au Brésil, déjà extrêmement pessimiste, relève ce paradoxe entre la régression brutale de la moralité et les progrès techniques inouïs : « *Jamais jusqu'à notre époque l'humanité dans son ensemble ne s'est révélée plus diabolique par son comportement et n'a accompli tant de miracles qui l'égalent à la divinité* ».

Aujourd'hui, à l'ère des robots guerriers, de l'intelligence artificielle, du clonage, il se confirme que **tout ce qui est techniquement et scientifiquement possible n'est pas toujours humainement souhaitable.**

\*

**A côté de ces déchirures, et en partie à cause d'elles, notre drapeau européen s'est aussi effiloché avec le temps.**

Face à l'enchaînement des crises, **on peut avoir le sentiment que la seule vocation de l'Europe est de répondre à l'urgence,** de colmater des brèches, lors de tous ces "sommets de la dernière chance" débouchant au petit matin sur des compromis imparfaits.

Face aux grands bouleversements, **on peut avoir le sentiment que l'Europe n'est plus capable de transformer le changement en progrès.**

Voilà qui explique sans doute le **désintérêt pour un projet déjà ancien, dont les succès sont acquis et vite oubliés**, alors même qu'ils ne sont pas éternels.

Avant d'évoquer de nouveaux chantiers pour donner à ce projet européen un nouvel élan, **je veux prendre le temps d'évoquer la paix, le respect de nos identités et l'unité de l'Europe, trois repères durables** qui sont au cœur de notre engagement.

**La paix, d'abord.**

**Pendant longtemps, le projet européen a été justifié par une promesse, celle de mettre fin aux guerres entre nos nations**, ces guerres que Victor Hugo qualifiait déjà en son temps de "*guerres civiles*", ces guerres et leurs millions de victimes dont on se souvient cette semaine, à Ypres et dans tant d'autres endroits.

**Et cette promesse a été tenue.** Depuis 70 ans, cette promesse a été tenue entre les pays de notre Union.

Mais, disons-le franchement, **cette promesse de paix n'est pas acquise pour toujours.**

**L'Europe, ce n'est pas uniquement la réconciliation franco-allemande.**

C'est aussi la solution à d'autres conflits, dans des régions où la paix et la stabilité sont des acquis plus récents.

Il y a quelques mois, à **Dungannon**, en Irlande du Nord, j'ai rencontré une association de femmes actives dans les territoires ruraux. Nous avons parlé de la solution à trouver pour éviter le retour d'une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. Plusieurs de ces femmes étaient en pleurs et m'ont dit : "*Nous ne voulons pas que ça recommence*".

**Dans cette région frontalière d'Irlande du Nord, la paix a tout juste 20 ans.**

En 2001, j'avais voulu rencontrer à Belfast les deux artisans du *Good Friday Agreement*, le nationaliste **John Hume** et l'unioniste **David Trimble**. Et ces deux hommes très différents, qui venaient de recevoir le prix Nobel de la paix, m'ont dit, dans deux endroits différents, la

même chose : nous nous sommes mis autour de la même table, non pas d'abord grâce à Londres, à Dublin ou à Belfast d'abord, mais grâce à Bruxelles.

Le projet européen invite et conduit ceux qui en font partie, non pas à oublier leur passé et à effacer leurs différences, mais à mettre les difficultés en perspective.

**La paix est encore plus récente pour certains des pays qui ont rejoint l'Union en 2004, 2007 et 2013.** On le sait en particulier à Chypre, où l'île est toujours divisée.

Dans les **Balkans occidentaux** aussi, c'est la perspective commune d'une adhésion à l'Union européenne, comme l'ont déjà fait la Slovaquie et la Croatie, qui permet de relativiser les tensions et les différends frontaliers hérités des affrontements des années 1990 – ces combats à nos portes qui ont montré à la fois l'impuissance de l'Union et la nécessité absolue de développer notre capacité commune en matière de défense et de résolution des conflits.

Dans beaucoup de nos pays, **la revendication nationale est sur le point de l'emporter sur la promesse européenne.**

**Certains sont tentés de baisser notre drapeau européen, qui serait déchiré et usé, pour ne laisser flotter que les drapeaux nationaux.**

Ce serait, je crois, un contresens historique et une erreur majeure.

**Et c'est le deuxième grand repère européen : le respect de nos identités.**

\*

Nous sommes fiers de nos histoires, de nos identités nationales, de nos langues et de nos cultures et nous avons raison de l'être.

**C'est du respect de ces identités et du dialogue entre ces identités que naît la richesse culturelle de notre continent.**

Beethoven, Bartók, Sibelius sont sans doute allemand, hongrois et finlandais, mais ils incarnent aux yeux du monde le génie musical européen.

J'ai une conviction très ancienne, parce que je suis passionnément patriote et résolument européen : **nous avons aussi besoin des nations pour combattre le nationalisme.**

Mais **à côté de ces identités nationales, nous devons aussi être fiers de notre identité européenne.** C'est ce que symbolisent ces deux drapeaux, belge et européen, qui sont derrière moi. Ils vont ensemble.

**Cette identité s'est forgée au fil des siècles,** grâce au commerce, aux Eglises, aux artistes, à la philosophie. Et pourtant, rien n'a empêché qu'elle soit déchirée par le racisme, la guerre, les dictatures.

**Depuis 1950, pour la première fois, nous avons décidé d'affirmer ensemble cette identité,** à travers un contrat entre nos nations et entre nos peuples, un engagement mutuel, le contrat européen.

- **L'engagement moral et juridique à défendre nos valeurs** : démocratie, état de droit, libertés individuelles, égalité entre les hommes et les femmes.
- **L'engagement politique à exercer ensemble certaines compétences,** à travers une Union qui devient une puissance publique supplémentaire, additionnelle aux Etats, là où ensemble, il y a une valeur ajoutée.
- **L'engagement économique à respecter certaines règles de politique budgétaire et monétaire,** puisque, entre pays membres d'un marché unique, et d'une monnaie unique, les décisions économiques des uns ont des conséquences sur les autres.

Ce contrat est source de droits et d'obligations pour chacun d'entre nous.

**« Bruxelles », dont on parle tant à tort et à travers, c'est chacun d'entre nous !**

Et ce contrat ne devrait pas être remis en cause chaque fois qu'un gouvernement change.

**Ce contrat n'a pas été conclu entre des partis, mais entre des pays.**

Et sauf à remettre en question notre appartenance à l'Union, cela veut dire que chaque nouveau gouvernement au pouvoir doit tenir les engagements européens que son pays a pris vis-à-vis des autres pays européens.

En 1958, le Général de Gaulle met en œuvre, défend le Traité de Rome signé un an plus tôt, avant qu'il soit élu, et qu'il avait pourtant combattu.

**Si nous fermons tous les yeux quand le contrat de base est rompu, l'Europe ne sera jamais respectée par les citoyens.**

Et elle ne sera pas non plus respectée par les autres puissances mondiales.

Ces deux drapeaux sur cette scène vont ensemble. La Belgique et l'Europe vont ensemble.

Le choix n'est pas entre la Belgique et l'Europe, entre la France et l'Europe, entre la Hongrie et l'Europe, entre l'Italie et l'Europe, il est entre une Europe européenne, indépendante, ou une Europe sous-traitante et sous influence.

Pourquoi la Chine ou les Etats-Unis nous respectent-ils encore ?

**Simplement parce que nous sommes unis. C'est le troisième repère que je voulais vous proposer.**

\*

Cette exigence de l'unité n'est pas nouvelle. Elle a connu bien des illustrations au fil de nos histoires nationales.

Selon une légende bulgare, le **roi Koubrat**, mourant, demanda à ses fils d'aller chercher des bouts de bois, de les assembler en fagot et de rompre ce fagot.

Alors qu'aucun de ses fils n'y parvient, Koubrat reprend le fagot, dissocie les bouts de bois et les casse à la main, un par un, avec ses maigres forces.

Le roi explique ensuite à ses fils que la division fait la faiblesse alors que l'unité fait leur force. Il leur demande de préserver cette unité, "*pour qu'ils ne deviennent jamais les esclaves d'autres hommes*".

Quand Donald Trump reçoit Jean-Claude Juncker à Washington pour parler commerce et si les Chinois nous respectent, c'est d'abord parce que nous parlons d'une seule voix, parce que nous avons une seule politique lorsqu'il s'agit de commerce ou des règles de concurrence et un seul marché à l'échelle de tout notre continent.

C'est parce que nous sommes unis que nous pouvons ouvrir de nouveaux marchés pour nos entreprises et diffuser nos normes dans le monde entier.

C'est aussi parce que nous sommes unis que nous pouvons promouvoir nos valeurs, et défendre l'idée d'un ordre mondial fondé sur des règles.

A l'heure où le mouvement que l'on croyait inéluctable vers la démocratie libérale – respectueuse des droits humains, des droits de l'homme et des droits de la femme, de la liberté d'expression, de l'indépendance de la justice et de la liberté de la presse – à l'heure où tout cela est remis en cause, dans trop d'endroits, nous avons des raisons de défendre **l'étendard européen, et les valeurs qui s'y attachent.**

Comme l'écrivait Charles Péguy, mort au champ d'honneur en 1914, "*Le triomphe des démagogues est passager, mais les ruines sont éternelles*".

\*

\* \*

### III – RÉPONDRE

**Voilà le constat. Il est grave. Il est juste. Il nous oblige.**

**Le temps qui vient, et ce temps est compté, est celui de l'action, de l'engagement, du courage politique.**

**Paul-Henri Spaak** disait que « *Les bons Européens sont ceux qui savent identifier les difficultés, essaient de les résoudre et ne se laissent jamais décourager* ».

**Oui, nous avons des raisons de ne pas nous laisser décourager !**

Rappelons ce qu'étaient nos pays il y a 30 ou 40 ans. Souvenons-nous de l'inflation supérieure à 10 %, des dévaluations permanentes et constantes entre nous, des crises industrielles dans l'acier, le charbon ou le textile.

Regardons l'Europe d'aujourd'hui, le marché unique, la libre circulation des étudiants et des talents, l'Europe de la recherche.

Regardons ce qui a été fait ces cinq dernières années.

Et donnons acte à Jean-Claude Juncker et à la Commission qu'il préside d'avoir pris de grandes initiatives, pour l'investissement, notre politique en matière de défense, la gestion commune de nos frontières, tout en réduisant la voilure en matière législative.

**Le moment n'est pas au défaitisme ni aux peurs. Il est au volontarisme**, à la confiance dans nos valeurs et dans notre place dans le monde.

Ma conviction intime est que l'Europe a toutes les cartes pour affirmer son rôle dans le monde qui vient.

Ensemble, **nous pouvons affirmer notre souveraineté dans les grands domaines qui seraient autrement la chasse gardée des Etats continents** : le commerce, la défense ou le numérique.



Oui, l'Europe doit maintenant exercer cette souveraineté sur les grands enjeux mondiaux. Mais elle doit aussi s'occuper des gens.

C'est le double défi de la souveraineté et de la proximité. Construire une Europe qui protège et se projette.

L'Europe, qui a accompli tant de réalisations dans le passé, ne peut pas se contenter de réagir aux crises et d'être en défensive.

C'est Jacques Delors qui disait "en Europe, il faut le pompier mais aussi l'architecte".

Et ce soir, je veux évoquer quatre chantiers qu'il faut porter ensemble, au niveau européen, pour recoudre nos déchirures et resserrer les mailles du drapeau européen.

Ces quatre chantiers sont autant de tests de la crédibilité et de l'utilité du projet européen.

Pour chacun d'entre eux, nous devons montrer, comme l'écrit le philosophe néerlandais Luuk Van Middelaar, que nous sommes capables de passer de la "politique de la règle" à la "politique de la décision".

\*

**Souveraineté et proximité, d'abord pour notre politique environnementale.**

- En 2050, l'Arctique pourrait connaître son premier été sans banquise.
- Et dans certains de nos pays, nous utilisons pour notre vie quotidienne trois fois les ressources disponibles sur la Terre.
- Selon le rapport publié cette semaine par WWF, 60% des espèces sauvages ont disparu depuis 1970.

Si nous ne voulons pas que nos forêts brûlent, que nos campagnes s'assèchent, que nos villes suffoquent et que nos côtes soient inondées, nous devons agir maintenant.

**Le premier chantier est celui de l'Europe verte.**

Et sur ce sujet, **nous devons agir au niveau européen** et porter une parole dans le monde.

- Parce que ce défi concerne chacun de nos pays.
- Parce que nous serons **plus forts ensemble pour faire entendre notre voix**, comme en 2015 dans la négociation de l'accord de Paris. Et c'est dans le même esprit que l'Union européenne devrait soutenir le projet d'un "sommet mondial de la biodiversité".
- Parce que **ce défi écologique est tellement grave qu'il ne peut appartenir à un clan contre un autre**. Il doit être l'affaire de tous. Et pour cela, le débat public au niveau européen est peut-être plus facile, parce qu'il autorise des majorités de projet.

Depuis longtemps, nous accordons au niveau européen une attention à la dette budgétaire que nous laissons à nos enfants.

**La même attention doit s'appliquer à notre dette écologique.**

Et cette attention doit s'accompagner de mesures concrètes.

Par exemple, trop de pertes sont à observer dans les circuits alimentaires et industriels.

Réduisons le gaspillage et faisons de l'Europe la tête de pont de l'**économie circulaire** !

En commençant par combattre ensemble l'obsolescence programmée par les constructeurs d'électroménager et d'appareils électroniques.

Soutenons aussi la **finance verte**, ces produits financiers destinés à soutenir des objectifs écologiques, en particulier la transition énergétique.

Mais nous avons aussi besoin d'un cap ambitieux, qui nous permette de mobiliser tous les acteurs.

L'objectif est clair : si nous voulons **limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré** d'ici la fin du siècle, **les émissions nettes de CO<sub>2</sub> doivent devenir nulles** autour de 2055<sup>1</sup>.

Il s'agit d'un défi collectif majeur. Cependant, les études montrent que cet objectif est **techniquement possible, et à un coût supportable** pour l'économie mondiale : moins de 0,6 % de notre revenu collectif mondial dans les quatre prochaines décennies<sup>2</sup>.

Nous devons montrer l'exemple au niveau européen, et nous fixer l'objectif de **devenir d'ici à 2030 le premier continent « électrique »**.

- En appliquant des limites strictes d'émissions de CO<sub>2</sub> aux véhicules particuliers neufs mais aussi aux véhicules commerciaux et de transports en commun.
- En engageant de manière déterminée la transition de notre industrie automobile vers la **voiture électrique**.
- En utilisant notre plan d'investissement pour investir massivement dans les énergies renouvelables et dans le développement des technologies clefs d'avenir, comme les batteries de stockage, la biomasse ou les dispositifs de capture et de stockage du carbone.

Ainsi, **nous nous attaquerons aux conséquences de la pollution et de la dégradation de l'environnement sur la santé publique**.

500 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année d'infections respiratoires provoquées par les particules fines dans le monde.

« La pollution de l'air est le nouveau tabac » selon Tedros Adhanom, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé.

**La santé est évidemment un combat européen.**

---

<sup>1</sup> Source : rapport de l'IPCC : [http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15\\_spm\\_final.pdf](http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf)

<sup>2</sup> Source : Adair Turner, "A zero-carbon economy is within reach", Project Syndicate, 24 octobre 2018

C'est en mettant ensemble les universités, les hôpitaux et les laboratoires européens, y inclus les laboratoires britanniques, que l'on fera reculer le cancer, la maladie d'Alzheimer, les maladies orphelines.

Et l'Europe doit financer et encourager cette mise en commun.

\*

### **Souveraineté et proximité aussi pour bâtir une économie pour tous.**

Pour beaucoup de banquiers ou de chefs d'entreprise, la crise est depuis longtemps derrière nous.

Mais est-ce vraiment le cas ? N'a-t-on pas la mémoire courte ?

- Les ménages européens ont dû attendre 2016 avant de retrouver leur niveau de vie de 10 ans auparavant.
- Aujourd'hui encore, **18 millions de personnes sont au chômage, dont 16 % des jeunes en Europe**, avec des chiffres souvent bien plus élevés dans certaines régions.
- Sur notre continent, trop d'hommes et de femmes ont du mal à boucler les fins de mois ou sont touchés par la pauvreté.

La cohésion sociale est, au cœur de l'entreprise, dans la société, à travers le **dialogue social**, un des facteurs de la **compétitivité**.

Nous devons retrouver les fondements de notre **économie sociale de marché**, et agir pour que la reprise économique profite à tous les Européens.

**Et pour gagner cette bataille, nous avons trois leviers entre les mains.**

Premièrement, **le marché intérieur**.

- Ce marché unique est **notre meilleur atout** pour créer de la croissance et de l'emploi. C'est le plancher commun de notre économie. Il doit être cohérent, solide.

- C'est **l'outil de convergence principal entre tous les pays européens**, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Il permet le rattrapage économique mais il doit aussi empêcher la discrimination et les doubles standards entre nos pays, par exemple sur les produits de consommation.
- Notre marché unique est aussi ce qui nous permet de **défendre et projeter nos intérêts commerciaux dans le monde**.

Mais cela ne suffit pas. **Le marché unique est loin d'être un projet abouti.**

Nous devons dans les années à venir aller plus loin dans son approfondissement et dans la convergence, notamment fiscale et sociale, en utilisant tous les outils du traité européen.

**Le deuxième outil, c'est l'euro**, pour lequel nous devons trouver un équilibre entre responsabilité et solidarité.

- Progressivement, cette monnaie commune a vocation à devenir la monnaie de tous les pays européens.
- Nous devons progresser vers un gouvernement économique de la zone euro. Mais aussi prendre acte du contrat qui le sous-tend – il n'y aura pas de partage des risques sans confiance mutuelle.
- Nous avons engagé le travail pour renforcer l'euro à travers la régulation financière et bancaire. A travers aussi une meilleure gouvernance économique et budgétaire.
- Mais attention ! On ne doit pas arrêter ce travail à mi-chemin, si nous voulons être prêts et armés pour faire face aux prochaines crises.
- Et nous devons affirmer le rôle international de l'euro. L'euro doit devenir le visage et l'instrument de la souveraineté européenne.

**Le troisième levier, c'est l'investissement.**

- La bonne protection, ce n'est pas le protectionnisme, c'est l'investissement en commun.
- Le **plan d'investissement** lancé sous l'impulsion de Jean-Claude Juncker a déjà généré 900 projets et 355 milliards d'euros de nouveaux investissements.

- Mais nous devons aller beaucoup plus loin:
  - **En renforçant notre souveraineté et notre autonomie sur des technologies stratégiques**, comme le supercalculateur européen en cours de création.
  - **En utilisant aussi notre capacité d'innovation et la taille de notre marché unique pour fixer des standards**, notamment sur la 5G, le *cloud computing*, l'internet des objets et la cybersécurité, qui seront ensuite repris dans d'autres régions du monde.
- Et nous devons aussi continuer à investir ensemble dans nos grandes politiques économiques en matière **territoriale et agricole, pour préserver un certain équilibre territorial et notre modèle alimentaire.**

Parmi ces enjeux économiques à venir, l'intelligence artificielle, et plus largement **la révolution numérique est un enjeu transversal qui nous concerne tous**, et pour lequel nous ne pouvons pas laisser les premiers rôles à d'autres.

Aujourd'hui, **trop souvent, nous exportons nos ingénieurs et nos données et en même temps nous importons d'Amérique ou de Chine des produits à haute valeur ajoutée.**

- Parmi les 200 plus grandes plateformes internet, seules 4 % sont européennes. Et la capitalisation boursière des GAFAs dépasse maintenant le PIB de l'Allemagne.
- Cette tendance se confirme pour l'intelligence artificielle, dont une grande majorité de start-ups et de brevets sont localisés aux Etats-Unis et en Asie.

**Il n'y a pas de fatalité !**

**Nous avons en Europe 20 % de la recherche et développement mondiale**, et un tiers des publications scientifiques de haute qualité.

Nous avons des atouts importants en matière de robotique, de puces électroniques ou d'Internet des objets.

Et, dans la seule ville de Stockholm, pas moins de sept licornes, ces start-ups du numérique valorisées à plus d'un milliard d'euros.

**Aujourd'hui nous sommes à un moment de rupture.** Si nous voulons faire face, nous avons besoin d'investir, d'adapter notre marché unique et le droit de la concurrence pour mener une vraie politique industrielle à l'échelle du continent.

Enfin, pour bâtir cette économie pour tous, **il y a un domaine qui demande notre attention continue : c'est notre politique sociale**, à laquelle la Commissaire Marianne Thyssen consacre son énergie, et que nous devons continuer à développer :

- **En venant en aide à ceux qui subissent la mondialisation.** Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation doit être renforcé et son fonctionnement amélioré.
- **En anticipant les mutations de notre économie.** Nous devons cartographier les métiers qui seront recherchés en 2030 et concentrer l'investissement du Fonds social européen sur la formation et la reconversion.
- Parmi toutes initiatives nécessaires au niveau social, je pense aussi à une ambition commune **pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes**, qui est aussi une question de dynamisme pour nos économies.

\*

**Souveraineté et proximité pour relever le défi de la maîtrise de nos frontières.**

**C'est un sujet complexe**, pour lequel, nous le constatons drame après drame en Méditerranée, mais aussi dans nos villes, il n'existe pas de solutions simples.

**Les flux migratoires nous ont profondément divisés ces dernières années.** Il a fallu trouver des solutions parfois imparfaites à des situations d'urgence, notamment au pic de la migration en 2015, qui a vu près de deux millions de migrants rejoindre l'Union européenne.

**Nous aurions tort de penser que le sujet est derrière nous** parce que la pression migratoire est aujourd'hui moindre.

**Les questions migratoires, ce ne sont pas que des chiffres, des flux. Ce sont des réalités humaines, souvent dramatiques :**

- **Pour les migrants** qui décident, bien souvent contre leur gré, de quitter leur famille, leur culture, leur pays dans l'espoir de trouver mieux ailleurs.
- **Et pour les citoyens européens**, qui ont parfois le sentiment que les flux migratoires sont davantage subis que maîtrisés ; que la migration se fait aux dépens de la cohésion du lien social, de notre Etat providence ou de notre identité.

Nous devons écouter ces situations de détresse, et y répondre.

**Car au fond, ce qui se joue dans nos pays**, c'est aussi, à travers la relation à son voisin et à l'étranger, **le rapport à nos traditions, nos cultures et nos identités.**

**C'est la crainte d'un déclasserment des uns au profit des autres.** C'est une question qui concerne tout notre **tissu social.**

Répondre à ces questions, ce n'est ni jouer sur les peurs, ni les attiser. **Nous devons refuser de déléguer notre politique migratoire aux passeurs ou aux populistes.**

Répondre à ces questions, **ce n'est pas non plus imposer des choix de "Bruxelles" en faisant fi des débats et identités nationaux.**

Répondre à ces questions, c'est **retrouver une capacité commune de souveraineté et de décision.** Cette capacité de décision commune qui a fait défaut ces dernières années.

Dans ce contexte, trois priorités me semblent essentielles:

**D'abord, garantir nos frontières :**

- En consolidant les moyens de Frontex, comme l'a proposé Jean-Claude Juncker. Frontex est l'exemple de cette "puissance publique additionnelle" qui vient en renfort des capacités des Etats membres ;
- En démantelant les réseaux de passeurs, à travers une action déterminée en Méditerranée, mais aussi bien plus en amont sur les routes des trafiquants ;



- Et enfin, en européanisant les centres d'accueil et d'enregistrement des migrants, sur notre territoire et au-delà, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat aux réfugiés.

**Ensuite, harmoniser autant que possible nos politiques migratoires, qu'il s'agisse :**

- de proposer des voies légales pour la migration, en fonction de nos besoins et nos priorités ;
- de la définition des procédures d'asile ;
- du refoulement dans les pays d'origine pour les déboutés du droit d'asile ;
- ou de la mise en place de véritables contrats d'accueil des migrants, qui préciseraient leurs droits et leurs devoirs, comme le font le Canada ou certains pays du Nord de l'Europe.

Nous savons que cela n'est pas facile. Là où les avancées ne sont pas possibles à 27, nous avons intérêt à ce que certains pays aillent de l'avant.

**Troisièmement, prévoir les mécanismes de compensation et de solidarité** envers les Etats membres les plus concernés et les pays qui portent l'effort pour tous. Qu'il s'agisse d'efforts financiers ou humains, pour la protection des frontières, l'accueil de réfugiés ou le retour des migrants.

Des mécanismes de compensations, du centre vers la périphérie, entre pays européens d'arrivée et pays d'accueil, sont le prix à payer pour Schengen et l'absence de frontières internes.

**A travers ces trois priorités, l'Europe doit être capable d'anticiper le long terme et d'agir sur le court terme.**

Ce sont ces efforts qui doivent aussi permettre aux migrants en situation régulière de trouver toute leur place sur nos territoires, non pas à la place mais aux côtés des Européens.

Enfin, **nous devons renouveler profondément notre partenariat avec l'Afrique, qui comptera 2,5 milliards d'habitants en 2050, dont la moitié aura moins de 18 ans, à 14 kilomètres de l'Europe !**

*"Si vous pensez que ces chiffres ne vous concernent pas, vous vous trompez !"*, a dit un jour, il y a 15 ans déjà, Alpha Oumar Konaré, président de la Commission de l'Union africaine, au collègue des commissaires.

Nous ne répondrons pas au défi migratoire sans coopération étroite avec les principaux pays d'origine et de transit des flux migratoires. Nous ne répondrons pas non plus au défi migratoire sans un nouveau partenariat économique, une Alliance pour l'Afrique, comme l'a proposée Jean-Claude Juncker, et un meilleur ciblage de l'aide au développement, de notre assistance technique mais aussi des investissements privés afin de répondre aux causes de la migration économique ou climatique.

\*

**Souveraineté et proximité, enfin, pour notre sécurité**, qui est une condition de nos libertés.

Face aux menaces pour la sécurité de notre continent, **nous ne pouvons plus sous-traiter notre sécurité.**

**Les Etats-Unis n'ont jamais été plus clairs sur la nécessité pour l'Europe de prendre elle-même en main sa sécurité.**

Ce que nous ne ferons pour nous, personne ne le fera à notre place.

Comme le rappelait récemment le ministre des affaires étrangères allemand **Heiko Maas**, notre réponse à *"America First"* doit être *"Europe United"* !

**L'Europe est attendue.** Face au retrait de l'Amérique, à l'avancée de la Chine, à l'affirmation de la Russie, **l'Union doit porter une voix forte. Dans notre voisinage. Mais aussi dans le concert du monde.**

**Nous devons être capables.** Nous ne pouvons plus nous contenter de la politique du strapontin.

**C'est ainsi que nous pourrons aussi défendre nos valeurs** de démocratie, de respect des droits de l'homme, et de multilatéralisme. Ces valeurs sont notre héritage.

- celui d'une histoire commune marquée par des tragédies et des régimes autoritaires ;
- celui d'une géographie qui rend l'Europe si exposée face au risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient, aux conséquences du réchauffement climatique en Afrique ou à l'instabilité dans les Balkans.

**C'est ainsi que nous pourrons défendre nos intérêts** auprès de nos partenaires internationaux.

- Rester alliés avec les Etats-Unis, mais pas nécessairement alignés. Quand nos intérêts sont divergents, nous devons avoir les moyens de défendre nos positions – je pense par exemple au nucléaire iranien ou aux sanctions extraterritoriales.
- Coopérer avec la Chine, par exemple sur les enjeux climatiques et environnementaux, mais tenir un discours franc et ferme sur le respect des droits de l'homme ou sur l'espionnage industriel.
- Renouveler le dialogue avec la Russie sans jamais transiger sur le respect du droit international et de l'intégrité des Etats. Cinq Etats membres de l'Union ont 2 200 kilomètres de frontière commune avec la Russie !

**C'est ainsi que nous pourrons avoir une diplomatie européenne et imprimer notre marque.**

Comme nous l'avons fait sur **le nucléaire iranien**. Comme nous l'avons fait pour mettre fin aux centaines de prises d'otages et de capture de bateaux par les pirates au large de la Somalie avec **l'opération Atalante**.

Nous devons **renforcer cette diplomatie européenne.**

- **En valorisant les atouts de l'Europe** : notre place de premier donateur d'aide au développement dans le monde et de premier financeur de l'ONU, nos 140 délégations dans le monde, notre capacité à frapper à l'aide de sanctions.
- **En renforçant les moyens de nous défendre collectivement.** L'acuité de la menace – terroriste, numérique, conventionnelle – exige que nous relevions le défi de la **défense européenne.**

Contrairement aux idées reçues, nous sommes le continent qui investit le plus dans la défense après les Etats-Unis !

Mais nous le faisons souvent de manière dispersée. **Nous produisons en Europe 17 types de chars différents**, contre un seul type de char aux Etats-Unis. La duplication militaire coûte à l'Europe plus de 20 milliards d'euros chaque année.

Il y a eu des progrès ces dernières années. Avec le lancement du **Fonds européen de défense** pour encourager le développement en commun d'équipements et de technologies ; la **fin à la compétition entre l'Union et l'OTAN** ; l'activation de la **Coopération Structurée Permanente**, qui permettra de rehausser le niveau d'engagement des Etats membres. Avec enfin, des **rapprochements industriels ou le lancement de programmes d'armement structurants.**

Mais une **Europe souveraine** dans sa réponse aux menaces et sa capacité d'action, c'est une Europe qui redonne toute sa place à la défense. C'est une Europe qui doit :

- disposer d'**une culture stratégique commune** ;
- s'appuyer sur des **forces communes** et des capacités nationales mutualisées ;
- **renforcer ses instruments de gestion de crise** ;

Enfin, évidemment, dans une Europe qui prend en main sa sécurité, un **partenariat stratégique et durable avec le Royaume-Uni** aura toute sa place.

Cette année 2018 a été marquée par le **centenaire de l'indépendance, pour la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne mais aussi pour les trois pays baltes.**

L'histoire de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie depuis 1918 montre pourquoi ces pays sont aujourd'hui tellement soucieux de leur sécurité.

Récemment un ministre britannique comparait l'Union européenne à l'URSS. Et j'ai admiré la réponse forte et digne de mon ami le Commissaire européen lituanien **Vytenis Andriukaitis** : *"Je suis né dans un goulag soviétique et j'ai été emprisonné par le KGB quelques fois dans ma vie. Je serais heureux de vous parler des principales différences entre l'Union européenne et l'Union soviétique. Et aussi des raisons qui nous ont poussé à fuir l'URSS."*

En France, en Belgique ou en Espagne, on doit comprendre cette préoccupation spécifique des pays de la Baltique et de l'Est.

Tout comme en Allemagne ou en Pologne, on doit comprendre la préoccupation des pays du Sud de l'Europe face à la situation au Sahel ou en Libye.

Et partout en Europe, **on doit comprendre que souveraineté nationale et souveraineté européenne se renforcent mutuellement.**

Cette capacité d'action commune, **cette solidarité pour notre défense, nous devons aussi la développer pour faire face aux événements tragiques, d'origine humaine ou naturelle, qui sont de plus en plus nombreux.**

Les Européens doivent savoir qu'ils peuvent compter les uns sur les autres.

Le 25 juillet dernier, au lendemain du **terrible incendie qui a ravagé la commune de Mati**, à quelques dizaines de kilomètres d'Athènes, j'étais dans le bureau du Premier ministre grec.

La détresse du peuple grec, le visage profondément marqué d'Aléxis Tsípras, étaient une nouvelle illustration du besoin d'Europe.

Le mécanisme européen de protection civile que nous avons mis en place en 2001 est nécessaire et doit être renforcé.

Nous devons avoir en Europe des équipes de spécialistes qui se tiennent prêts, immédiatement déployables, y compris pour intervenir simultanément dans plusieurs Etats membres, comme cet été en Grèce et en Suède.

Protection civile, gardes-frontières, solidarité et défense : les Européens doivent choisir de porter leur uniforme avec le drapeau national et le drapeau européen. Et peut-être un jour le même uniforme avec leurs deux drapeaux !

\*

Ces quatre chantiers que je vous ai présentés exigent du courage politique et du courage collectif au niveau national et européen.

**Mais ils reposent surtout sur l'adhésion active des citoyens européens.**

C'est tout l'enjeu de **faire vivre, au jour le jour, la démocratie.**

**De plus en plus d'hommes et de femmes sur notre continent ont le sentiment de ne pas être écoutés par une Europe qui se ferait sans eux.**

Ils ont l'impression d'une Europe sans visage, manipulée par des techniciens sans mandat.

C'est cette Europe qui hésite d'ailleurs à mettre en avant la personnalité des hommes et des femmes illustres qui font partie de nos cultures nationales mais aussi de notre héritage européen.

**Cette Europe qui a choisi à l'époque, pour illustrer ses billets de banque, des portes et des ponts de pierre imaginaires, et qui devrait plutôt illustrer l'esprit vivant de l'Europe, à**

travers ses nombreuses personnalités, résistants, philosophes, artistes, qui se sont battus pour la liberté par leurs actions et par leurs mots :

Jan Patočka et le père Wojtyła,

Anne Frank et Altiero Spinelli,

Simone Veil et Romain Gary,

Herta Müller, Jorge Semprún, Ivo Andrić, Jürgen Habermas, Níkos Kazantzákis et tant d'autres.

Cette Europe que la **société civile fait vivre au-delà de nos frontières**, de « Pulse of Europe », lancé à Francfort après le vote sur le Brexit, à Bono et à la championne olympique Elisa Di Francisca, qui défendent avec fierté ce drapeau européen qui nous unit !

Dans cette Europe, **beaucoup d'élections nationales traduisent l'expression d'un désenchantement, d'une sanction dirigée en premier lieu contre l'étendard européen**. Le Brexit en est l'exemple le plus douloureux.

**Nous devons répondre à cette impression d'une Europe impersonnelle, qui n'écoute pas et parle en langage aseptisé.**

Nous devons montrer, comme l'écrivait **Fernando Pessoa**, que nous pouvons être "*une Europe qui parle d'une seule et même voix, mais dans toutes ses langues, de toutes ses âmes*".

Et nous devons le faire, maintenant, à la veille des **élections européennes de mai prochain, en associant dès maintenant les peuples européens à la définition d'un agenda positif.**

- **Construisons une Europe citoyenne**, dont les responsables sont des femmes et des hommes politiques bien identifiés et qui rendent des comptes aux citoyens.
- **Travaillons à de nouveaux moyens de consulter les citoyens**, en utilisant notamment les médias sociaux.
- **Faisons la transparence totale sur les projets et les consultations qui intéressent les gens**, comme nous le faisons dans la négociation du Brexit.

- **Et enfin, n'oublions jamais d'aller nous confronter aux réalités du terrain**, d'aller à la rencontre des gens, en dehors de Bruxelles et des capitales.

Oui, l'Europe c'est bien plus que Bruxelles.

Je pense à cette sortie en mer l'hiver dernier, par -25°C, sur un chalutier au large du Danemark.

Et à ces **pêcheurs du Jutland, du village de Thyborøn**, qui me disaient "*Jamais nous n'aurions cru que l'Europe pouvait s'intéresser à notre pêche, à nos bateaux et à nos personnes...*".

\*

\* \*

**Pour consolider le drapeau européen, pour en resserrer les mailles et pour le faire flotter à côté de nos drapeaux nationaux, chacun a un rôle à jouer.**

Au fil de mon parcours, j'ai été marqué par ma mission de co-responsable, avec Jean-Claude Killy, de l'organisation des Jeux Olympiques d'Albertville en 1992. Dix ans de travail pour 16 jours d'épreuves !

Cette aventure collective n'aurait pas été possible sans l'action de 8 000 volontaires.

Il m'arrive encore de recroiser certains de ces volontaires aujourd'hui. Et la plupart me disent qu'ils ont eu le **sentiment de s'améliorer et de progresser individuellement parce qu'ils participaient à un projet commun.**

Il en va de même du projet européen.

En 2005, j'ai eu l'honneur de représenter le gouvernement français à la messe d'intronisation du nouveau Pape Benoît XVI.

Pour reprendre ses mots, "**chaque homme est nécessaire**", "*Jeder Mann ist notwendig*".

Ainsi au niveau européen, chaque citoyen, chaque entreprise, chaque nation est nécessaire.



Chacun a un rôle à jouer pour contribuer au projet européen, avec son identité, sa culture, ses différences.

On ne demande pas aux gens de gommer leurs différences mais de les dépasser.

Ce projet nous a déjà beaucoup apporté depuis 60 ans, comme nous le rappelle la lettre que je vous lisais tout à l'heure.

Le projet européen est périssable. Il est fragile. Il est menacé. Il est aussi vital. Il faut en prendre soin.

Et je suis convaincu que **nous pouvons, tous ensemble, lui donner un nouveau souffle pour les générations futures.**

Merci pour votre attention